



Gérard BELORGEY

Haut Fonctionnaire

Chevalier de la Légion d'Honneur

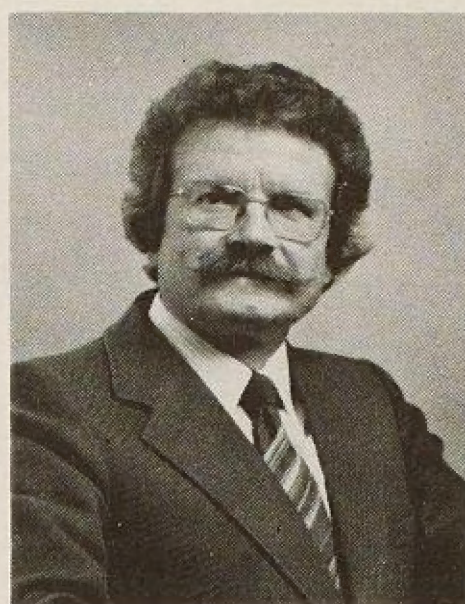
Décoré de la Valeur Militaire avec citation

Chevalier des Palmes Académiques

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES du 14 JUIN 1981

CIRCONSCRIPTION DE BLOIS

Pour la réforme dans la sécurité



Jacques BIMBENET

Suppléant

Agent d'Assurances

Chevalier du Mérite Agricole

Maire de Contres

Conseiller Général

Président du Syndicat

Intercommunal

d'Electrification Rurale

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

La candidature que je vous présente se situe dans la France de Juin 1981, c'est-à-dire qu'elle se veut une **réponse aux périls** que nous courons et aux questions que vous vous posez.

Il faut que vous connaissiez mieux l'homme qui se présente à vos suffrages et vous jugerez s'il est apte à la mission qu'il vous demande de remplir.

Avec Jacques BIMBENET, Maire de Contres, Conseiller Général, suppléant, nous vous proposons la **troisième voie**.

Je me suis **attaché à ce département** depuis 1973 et j'y ai fixé mon domicile.

Originaire d'une famille modeste, marié, père de deux enfants, j'ai 47 ans.

Sorti de l'Ecole Nationale d'Administration en 1960, j'ai, après des séjours militaires et civils en Algérie, consacré la quasi totalité de ma vie au **service public** : Après avoir été en particulier collaborateur de membres des Gouvernements du **Général de Gaulle** et de **Georges Pompidou** j'ai été au cours des dernières années Préfet de la Dordogne et auparavant **Préfet du Loir-et-Cher**.

J'ai travaillé dans ce département, comme chacun le sait, pour l'emploi, pour l'agriculture, pour les petites et moyennes entreprises, pour la modernisation et l'étoffement des services publics, le développement des routes, des écoles, des sports et pour l'équipement des campagnes.

J'ai une **pratique complète** de l'action publique et du dialogue politique puisque j'ai été en relation avec des hommes de toutes convictions et que nous sommes toujours parvenus à mener à bien ensemble des affaires d'intérêt général.

Les métiers que j'ai accomplis m'ont également conduit à bien connaître les problèmes de l'agriculture, du commerce et de l'industrie où je viens d'effectuer au sein d'un important groupe d'édition français une expérience supplémentaire.

Je me considère donc armé pour traiter des affaires publiques et des affaires privées pour le bien du pays et, avec votre concours, pour le bien du département et celui de chacun.

En ce début d'été 1981, LA FRANCE COURT DE RÉELS PÉRILS :

- **SUR LE PLAN POLITIQUE** les français, dans leur majorité, ont voulu **le changement**, avec l'espoir que leurs relations avec l'Etat, leurs chances d'emploi et leurs niveaux de revenus seraient meilleurs.
- **SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE**, les **problèmes** naturellement **demeurent** ; le remplacement des hommes ne les résoud pas. Les causes des difficultés sont profondes : concurrence extérieure, coût des énergies, lourdeur administrative, répartition discutée des charges sociales et fiscales ; facteurs variés de hausse des prix, etc...
- **SUR LE PLAN SOCIAL** nos concitoyens aspirent légitimement à des améliorations de la condition et de la sécurité des moins favorisés et en même temps acceptent difficilement les transformations ou sacrifices que cela imposerait encore.
- **SUR LE PLAN INTERNATIONAL** tensions et pièges se multiplient.

NOTRE PAYS DOIT DONC CONCILIER DES ASPIRATIONS DIFFÉRENTES DANS UN MONDE DIFFICILE

OR LES GRANDES COALITIONS QUI DEMANDENT VOS SUFFRAGES NE SONT PAS APTES A RÉUSSIR CES CONCILIATIONS

- La coalition issue de la précédente majorité — du fait de son manque de cohérence et du refus des autres formations politiques de s'associer à un effort d'union nationale — n'a pu apporter des solutions à la mesure des espoirs.
- La coalition issue de l'union de la gauche connaît de lourds handicaps :
 - **le poids des appétits communistes** fait peser un risque permanent de troubles et de surenchères.
 - la possibilité d'**imprudences économiques et financières** s'ajoute aux réactions des investisseurs et des épargnants ; déjà des conduites inquiètes font monter les taux d'intérêt, et donc demain les prix, comme elles font baisser le franc : aussi longtemps qu'un autre équilibre politique n'existera pas, toutes nos entreprises et nos emplois sont sous une menace de régression.
 - une part trop prépondérante est tenue dans le programme socialiste par des **points de vue électoralistes ou dogmatiques** comme par exemple en matière d'énergie nucléaire, d'organisation scolaire ou de nationalisation du crédit.

AUCUNE VUE SYSTÉMATIQUE OU PARTISANE NE PEUT RÉSOUDRE DES QUESTIONS COMPLEXES QUI DEMANDENT DE L'OUVERTURE D'ESPRIT, DU BON SENS ET DU COURAGE

Les programmes présentés par les uns et par les autres méritent d'être examinés dans cet esprit pour en rejeter les dangers et en prendre les aspects positifs qui peuvent contribuer à une meilleure justice et à une plus grande force.

Aussi je me présente pour contribuer à bâtir une **TROISIÈME VOIE**.

- Celle-ci répondrait aux vœux de nombreux français qui ne veulent **pas de la France «cassée en deux»** et qui sont contraints aujourd'hui de faire, malgré eux, des choix tranchés ;
- elle réunira forcément un jour des femmes et des hommes issus de familles politiques différentes qui se rassembleront pour tirer les leçons des inévitables difficultés que nous allons vivre et pour faire face aux épreuves.
- Aucune formation ne répondant aujourd'hui, du fait de la division fictive du pays en deux blocs, à cette voie de la raison, j'ai décidé de me présenter **SANS ÉTIQUETTE**.
- Dans le but de **CONDUIRE LA RÉFORME DANS LA SÉCURITÉ** :
 - je ferai prévaloir les choix équilibrés qu'exprime le tableau ci-dessous ;
 - je contribuerai, autant qu'il me sera possible aux rapprochements souhaitables entre les libéraux de progrès, les héritiers du Gaullisme et les socialistes de bon sens ainsi qu'à la création d'un Centre de tradition républicaine.

Dans cette attente, je prends l'engagement d'être un député **NON INSCRIT A UN GROUPE POLITIQUE**.

- Chaque fois que les propositions du Président de la République et du Gouvernement me paraîtront servir les intérêts de la France et des Français, je les soutiendrai ; chaque fois que ces propositions me paraîtront nuisibles à l'intérêt national ou dangereuses pour nos libertés ou pour notre force, je m'y opposerai.
- J'étudierai ces propositions en liaison avec les habitants de cette circonscription pour, ou bien les améliorer ou bien prendre avec mes électeurs une décision à leur propos.
- En effet, je serai à l'écoute de cette circonscription et disponible pour tous.

L'ASSEMBLÉE QUE VOUS ALLEZ ÉLIRE DEVRA A LA FOIS :

● conserver l'acquis de la V^e République

● conduire le progrès social de la communauté française

● augmenter nos forces

● préserver et développer les libertés

Pour cela, il faut

- Absolument relancer l'expansion pour faire reculer le chômage, — *mais, ne pas laisser «flamber» les prix qui dévorent les salaires et les épargnes.*
- Contrôler et surveiller le grand capital, — *mais, ne pas porter atteinte à la libre entreprise, ressort essentiel de la croissance.*
- Assurer le bénéfice de la solidarité nationale à ceux qui en ont besoin et établir plus de justice fiscale, — *mais alléger les charges des entreprises dont la bonne santé est la condition de la relance de l'emploi.*
- Soutenir les secteurs-clefs de l'économie, le logement et les travaux publics ainsi que les entreprises de main-d'œuvre, — *mais faire confiance aux règles économiques qui permettent la vérité des coûts, des prix et des échanges internationaux.*
- Recourir à toutes les possibilités complémentaires offertes par les énergies douces, — *mais continuer le programme entrepris pour l'indépendance énergétique nationale.*

- Respecter les règles du marché commun européen agricole, — *mais bien protéger l'agriculture dans ses structures familiales et dans ses revenus.*
- Mieux associer chacun à la gestion de son outil de travail, car la vie économique ne doit pas être l'affaire de quelques uns, — *mais ne pas paralyser l'entreprise par des règles stérilisantes lui ôtant sa souplesse nécessaire d'adaptation.*
- Donner à tous les moyens d'une éducation moderne et solide de nos enfants, — *mais ne pas détruire la liberté et le pluralisme de l'enseignement.*
- Rééquilibrer les pouvoirs politiques en restaurant le rôle du Parlement où doivent être représentées et s'exprimer des forces variées proportionnellement à leur importance dans le pays, — *mais ne pas porter atteinte à la continuité de l'Etat exprimée par le Président de la République dont les pouvoirs sont si importants que son mandat devrait être réduit à cinq ans.*
- Décentraliser et régionaliser les compétences administratives, — *mais préserver l'unité nationale et la capacité d'action du Gouvernement.*
- Mener une action résolue en faveur de la paix et de la coopération entre les peuples, — *mais ne pas affaiblir notre défense indépendante dans un monde dangereux.*

- C'est à chacun et à chacune d'entre vous que je fais appel pour soutenir dans le sens du progrès et de la raison une candidature qui répond seulement à mes convictions et à mon devoir.

Gérard BELORGEY

Jacques BIMBENET